

Le travail agricole saisonnier en temps de pandémie de COVID-19 au Canada

Par Christina Carla Ayala Alcayaga,
Jorge Frozzini et Rosalinda Hidalgo

Au Canada, plusieurs travailleurs-euses (im)migrant-e-s subissent de la discrimination, comme les travailleurs-euses agricoles en provenance du Mexique, d'Amérique centrale et des Caraïbes qui entrent en sol canadien sous l'égide du Programme de travailleurs étrangers temporaires (PTET). Chaque année, environ 60 000 personnes arrivent au début de la saison agricole pour travailler dans des fermes au Canada. Ceci n'est pas nouveau : depuis la création du Canada, le maintien et la consolidation de l'agriculture du pays reposent considérablement sur la force de travail migrante. Or, malgré l'apport non négligeable des travailleurs-euses migrant-e-s à la sécurité alimentaire des Canadien-ne-s en raison du besoin criant de main-d'œuvre auquel ils et elles répondent, ces personnes voient leur propre vie précarisée par des politiques migratoires axées sur les besoins économiques et démographiques du pays, et n'offrant peu ou pas de protection quant à leurs droits fondamentaux. Dans ce contexte, le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI)

dénonce des cas de traite humaine et des situations s'apparentant à « l'esclavage moderne », et documente diverses violations aux droits des travailleurs-euses étrangers-ères agricoles. Les contraintes établies par le PTET alimentent une situation de contrôle et de peur chez des travailleurs-euses qui affecte gravement leur qualité de vie, notamment leur santé physique et psychologique. Les revendications des travailleurs-euses et d'organisations comme le CTI remettent en question la structure du programme, en particulier la nature du statut migratoire octroyé aux travailleurs-euses, qui est la base de la précarité de leur situation au Canada.

Au Québec, où la force de travail d'environ 16 000 travailleurs et travailleuses migrant-e-s est attendue chaque printemps pour combler les besoins en agriculture, la pandémie déclarée en début de saison 2020 a alarmé l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA). En effet, sans l'arrivée des travailleurs-euses temporaires, l'agro-industrie aurait connu une

profonde crise. Conséquemment, en mars, après avoir officiellement fermé ses frontières, le Canada a dû faire une exception pour les travailleurs-euses étrangers-ères temporaires. La crise sanitaire et sa gestion montrent que dans plusieurs secteurs jugés « essentiels » et qui constituent des piliers de l'économie canadienne, les employeurs exploitent la précarité de leurs travailleurs-euses.

La situation des travailleurs-euses migrant-e-s, ainsi que leurs luttes et revendications, ne sont pas nouvelles. Cependant, la crise sanitaire exacerbe les inégalités auxquelles ces personnes sont confrontées. Nous aborderons les enjeux soulevés par la pandémie de COVID-19 et les actions menées auprès de divers paliers gouvernementaux afin d'exiger des conditions de vie dignes et la régularisation pour tous-tes. Nous partagerons également des réflexions sur les parcours migratoires¹ de ces personnes et les impacts des politiques économiques et migratoires canadiennes qu'elles subissent.

Carla Christina Ayala Alcayaga est responsable de projets d'éducation du public au sein du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) depuis 2016. Elle a notamment coordonné la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » et coordonne présentement le projet « Les causes structurelles des migrations le pouvoir d'action des travailleurs-euses migrant-e-s ».

Jorge Frozzini est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en communication interculturelle et technologies de gestion en contexte pluraliste et est professeur à l'UQAC. Ses dernières études portent sur le programme des travailleurs-euses étrangers-ères temporaires, la précarité et les conditions socioéconomiques des (im)migrant-e-s, les questions soulevées par la « gestion » nationale de l'immigration, les politiques et programmes d'immigration des villes et institutions locales ainsi que sur les technologies de gestion et les dynamiques interculturelles.

Rosalinda Hidalgo est anthropologue et originaire du Mexique. Elle a fait des études de troisième cycle en développement rural à l'Universidad Autónoma Metropolitana (Mexico). Depuis plus de 10 ans, elle milite pour la défense des rivières au Mexique et en Amérique latine. Depuis 2019, elle est collaboratrice du CDHAL, dans le cadre du projet sur les causes structurelles des migrations. À Montréal, elle participe également au collectif pour les droits des femmes travailleuses migrantes (ATTAP).